



mercredi 4 janvier 2017

Les grands titres:

- RDC : pour le Conseil de sécurité, les préparatifs des élections doivent être accélérés « sans plus attendre »
- Haïti : l'ONU salue les résultats définitifs de l'élection présidentielle et rappelle l'importance de conclure les élections restantes
- Centrafrique: l'ONU condamne l'attaque meurtrière contre des Casques bleus dans le sud-est du pays
- Cameroun : l'ONU et ses partenaires ont besoin de 310 millions de dollars pour aider les communautés touchées par la crise
- Alep: un responsable de l'ONU appelle à « donner une chance à la paix »
- Libye: le chef de la mission de l'ONU met en garde contre le risque d'un nouveau conflit

RDC : pour le Conseil de sécurité, les préparatifs des élections doivent être accélérés « sans plus attendre »



Le Président du Conseil de sécurité, Olof Skoog (à gauche - Représentant permanent de la Suède), lit une déclaration présidentielle du Conseil sur la situation en République démocratique du Congo (RDC). Photo ONU/Eskinder Debebe

4 janvier - Le Conseil de sécurité s'est félicité mercredi de la signature, le 31 décembre 2016, à Kinshasa, de l'accord politique global et inclusif par la majorité présidentielle et des partis d'opposition.

Dans une déclaration lue par son Président (Olof Skoog, Représentant permanent de la Suède), le Conseil a salué les efforts inlassables qu'ont déployés les médiateurs de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) pour faciliter cet accord. Il a également jugé encourageant « l'esprit de souplesse et de compromis » dont ont fait preuve les dirigeants politiques congolais en concluant cet accord « en faveur de la stabilité, de la paix, du développement et de la consolidation de la démocratie constitutionnelle en République démocratique du Congo (RDC) ».

Les 15 ont demandé à toutes les parties congolaises intéressées de préserver cet esprit lors des débats à venir en vue de régler rapidement toutes les questions pendantes, « en particulier les modalités pratiques de la gestion inclusive de l'exécutif au cours des périodes préélectorale et électorale ». Ils ont également engagé les partis politiques qui ne l'ont pas encore fait à signer l'accord.

Des élections organisées au plus tard avant la fin de l'année

Le Conseil de sécurité a tenu souligné l'importance du facteur temps dans l'organisation des élections. Il compte ainsi sur une mise en œuvre de l'accord « sans délai, en toute bonne foi et dans son intégralité » afin que soient organisées des élections présidentielle et législatives nationales et provinciales au plus tard en décembre 2017.



Les membres du Conseil ont souligné qu'il importe que le Gouvernement de la RDC et ses partenaires nationaux prennent « sans plus attendre » toutes les mesures nécessaires pour « accélérer » les préparatifs des élections, « conformément au calendrier convenu ».

Le Conseil a réaffirmé sa volonté d'appuyer la mise en œuvre de l'accord, en étroite coopération avec l'Union africaine. Il s'est de nouveau dit déterminé à continuer de suivre attentivement l'évolution de la situation en RDC, « tout particulièrement au regard du respect des droits de l'homme, des conditions de sécurité sur le terrain et des efforts déployés pour mener à bonne fin le processus électoral », précisant qu'il se dit « prêt à agir en conséquence ».

Haïti : l'ONU salue les résultats définitifs de l'élection présidentielle et rappelle l'importance de conclure les élections restantes



Décompte

de bulletins de vote après la clôture des élections nationales pour le premier tour de la présidentielle et le second et troisième tours des sénatoriales, à Port-au-prince, en Haïti, le 20 novembre 2016.

Photo: ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

présidence du pays.

4 janvier - Le Conseil de sécurité a salué mercredi l'annonce des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 novembre en Haïti.

Dans une déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, Olof Skoog (Suède), les 15 ont félicité le peuple d'Haïti pour ce qu'ils considèrent être une « étape positive vers le plein rétablissement des institutions démocratiques haïtiennes ».

Le même jour, dans un entretien accordé à ONU Info, la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Sandra Honoré, a félicité Jovenel Moïse pour son élection à la

présidence du pays.

Le résultat définitif de l'élection présidentielle du 20 novembre a été proclamé mardi par le Conseil électoral provisoire qui a désigné M. Moïse vainqueur, avec plus de 55% des voix exprimées. Le Conseil électoral provisoire a également confirmé l'élection de 10 sénateurs dont le mandat arrivait à terme en janvier.

Les membres du Conseil ont exhorté tous les acteurs politiques à accepter les résultats définitifs des élections, à s'abstenir de toute violence et à travailler ensemble pour bâtir un pays stable et prospère.

Les 15 et Mme Honoré ont rendu hommage aux autorités gouvernementales haïtiennes, en particulier au Conseil électoral provisoire et à la Police nationale, pour leur travail de sécurisation du processus électoral.

La Représentante spéciale du Secrétaire général a par ailleurs salué la neutralité dont ont fait preuve le Président provisionnel, Jocelerme Privert, et le gouvernement du Premier ministre Enex Jean-Charles, pendant tout le processus électoral.

Alors que le deuxième tour des législatives se profile fin janvier, les membres du Conseil ont réaffirmé leur appui à « l'achèvement à temps » des élections restantes en Haïti qui devraient se tenir « de manière juste, transparente et pacifique » en vue de ré-établir un gouvernement démocratiquement élu. La chef de MINUSTAH a rappelé que les élections législatives sont particulièrement importantes car elles permettront au Parlement de fonctionner normalement.

Le Conseil de sécurité et Mme Honoré ont tous les deux souligné la nécessité urgente d'assurer le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays.

Centrafrique: l'ONU condamne l'attaque meurtrière contre des Casques bleus dans le sud-est du pays



Des

Casques bleus marocains servant au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).
Photo: ONU/Catianne Tijerina
brousse.

4 janvier - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a fermement condamné mercredi l'attaque dont a été victime un convoi de Casques bleus marocains, mardi après-midi, à environ 60 km à l'ouest de la ville d'Obo, dans le sud-est du pays.

Deux soldats de la paix ont perdu la vie dans cette attaque tandis que deux autres ont été blessés et reçoivent actuellement les soins appropriés.

L'incident est survenu alors que les Casques bleus assuraient l'escorte d'un convoi de camions transportant du fuel de la localité de Zemio à destination d'Obo, a précisé la MINUSCA dans un communiqué. Les auteurs de l'attaque se sont enfouis dans la

« Aucune revendication ne saura justifier que des individus dirigent leurs griefs contre des Casques bleus dont la présence sur le sol centrafricain n'a d'autre objectif que d'aider le pays à sortir de l'engrenage de la violence », a averti le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, qui a garanti que « tout sera mis en œuvre pour traquer et mettre la main sur les auteurs de ces attaques afin qu'ils soient traduits en justice ».

L'opération de maintien de la paix en RCA a rappelé que « porter atteinte à la vie d'un soldat de la paix peut être considéré comme un crime de guerre et passible de poursuites judiciaires ».

Deux Casques bleus ont été tués mardi après-midi en République centrafricaine, alors qu'ils assuraient l'escorte d'un convoi de camions.

« Les Casques bleus mais aussi les acteurs humanitaires et surtout la populations civiles sont victimes de ces groupes armés » a déclaré le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro dans un entretien à ONU Info. « Mais cela m'empêchera pas la force de poursuivre sa mission : œuvrer pour que la paix et la stabilité durable règnent en RCA », at-il souligné, précisant que la force et la police multiplient les patrouilles pour assurer la protection des populations « même s'ils doivent en payer le prix ».

Le porte-parole a précisé qu'entre 30 et 40 Casques bleus sont décédés dans le depuis le déploiement de la MINUSCA en 2014, dont un grand nombre dans un contexte d'attaques.

Cameroun : l'ONU et ses partenaires ont besoin de 310 millions de dollars pour aider les communautés touchées par la crise



Des enfants réfugiés originaires de la République centrafricaine dans un camp de transit à Gara Boulai, dans l'est du Cameroun. Photo: OCHA/Ivo Brandau

4 janvier - Les agences des Nations Unies, le gouvernement camerounais et les organisations non gouvernementales partenaires ont lancé mardi un plan d'intervention de 310 millions de dollars pour fournir en 2017 une assistance vitale à 1,2 million de personnes dans les régions du nord et de l'est du Cameroun.

Le plan prévoit de couvrir les besoins immédiats des personnes les plus vulnérables. Il met également l'accent sur l'action complémentaire et la coopération avec le gouvernement et les partenaires au développement.

« Le Cameroun continue de faire face à une crise complexe qui affecte profondément la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes », a déclaré la Coordinatrice résidente et humanitaire de l'ONU au Cameroun, Najat Rochdi, dans un communiqué publié mercredi.

Au cours des trois dernières années, les besoins humanitaires et financiers au Cameroun ont régulièrement augmenté, ce qui a permis d'accroître significativement la capacité d'intervention et le nombre de partenaires. Cependant, les contraintes budgétaires ont causé des écarts importants dans tous les secteurs. En 2016, seulement 64% des 232 millions de dollars requis ont été financés.

Une crise des réfugiés dans un contexte d'insécurité alimentaire

Le Cameroun accueille actuellement environ 360.000 réfugiés de la République centrafricaine (RCA) et du Nigeria. 86.000 réfugiés nigériens sont dans la région de l'Extrême-Nord, la majorité d'entre eux résidant au camp de Minawao. La région orientale du Cameroun continue d'accueillir 275.000 réfugiés centrafricains. Par ailleurs, le nombre d'individus déplacés à l'intérieur du pays a plus que doublé en 2016, atteignant près de 200.000 personnes.

« Le gouvernement et le peuple camerounais témoignent d'une grande hospitalité envers des centaines de milliers de réfugiés nigériens et centrafricains », a dit Mme Rochdi. « Nous appelons à un engagement renouvelé des partenaires humanitaires et des bailleurs de fonds afin d'égaliser cette générosité et d'aider les personnes les plus démunies », a-t-elle ajouté.

En 2017, près de trois millions de personnes au Cameroun devraient avoir besoin d'aide. Environ 2,6 millions de personnes seront confrontées à des crises et des niveaux d'urgence d'insécurité alimentaire, principalement dans la zone aride du Sahel dans les régions du nord. La malnutrition reste elle aussi élevée, affectant quelque 200.000 enfants.

Fournir une aide vitale aux communautés profondément affectées et vulnérables

« La crise est particulièrement aiguë dans la région de l'Extrême-Nord où la violence et l'insécurité ont un impact terrible sur les civils », a déclaré Mme Rochdi, précisant que des milliers de familles ont dû fuir leurs maisons pour trouver refuge dans des villages qui sont également fortement affectés.

« Dans toute la région, les activités commerciales ont un ralentissement majeur et les agriculteurs n'ont pu s'occuper de leurs champs. L'urgence qui en résulte continue de causer des souffrances humaines inacceptables, les enfants et les femmes étant les plus vulnérables », a déclaré la Coordinatrice, soulignant que ces communautés ont grandement besoin d'une aide « immédiate et vitale ».

« En tant qu'humanitaires, nous ferons notre part et offrirons une aide vitale aux enfants, aux femmes et aux hommes qui en ont besoin », a déclaré Mme Rochdi. « Mais la vulnérabilité profondément enracinée dans la région, causée par la pauvreté, l'insécurité et l'impact du changement climatique, ne peut être abordée que dans un effort commun. En collaboration avec

tous les partenaires, nous nous efforcerons de travailler autrement pour mettre fin aux besoins ».

Alep: un responsable de l'ONU appelle à « donner une chance à la paix »



Des enfants jouent avec un chariot dans un refuge à Jibreem, dans la ville d'Alep, en Syrie.
Photo: UNICEF/Rzehak

4 janvier - Malgré les dégâts extrêmes qu'a subi Alep, le coordonnateur résident par intérim de l'ONU pour la Syrie, Sajjad Malik, a déclaré mercredi voir des signes d'optimisme et d'espoir pour la ville.

« Rien ne nous a préparé à ce que nous avons vu à l'intérieur », a déclaré M. Malik lors d'une conférence de presse téléphonique, décrivant des enfants sortant des bâtiments endommagés et jouant sur les décombres. « Il y a un certain sentiment d'optimisme et d'espoir, parce que les canons se sont tus », a-t-il ajouté.

Bien que les agences de l'ONU ne soient toujours pas en mesure de fournir le nombre exact de personnes résidant actuellement à Alep, le coordonnateur résident a estimé qu'environ 1,5 million d'individus sont dans la ville, dont environ 400.000 personnes déplacées. Environ quatre millions de personnes vivaient dans la ville avant la crise.

« Les besoins immédiats sont énormes », a souligné M. Malik, précisant que 106 agents des Nations Unies entrent et sortent chaque jour de la partie est de la ville et attendent des renforts en provenance de la capitale, Damas, dès que possible.

Le responsable de l'ONU a également indiqué qu'à ce jour, environ 1,1 million de personnes ont accès à de l'eau potable, sept cliniques mobiles fournissent un soutien médical, 10.000 enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite, plus de 1.000 enfants blessés ont pu être envoyés dans des hôpitaux et 20.000 personnes reçoivent des repas chauds chaque jour.

Pour M. Malik, les décombres doivent être supprimés soulignant que les discussions en cours portent désormais sur la manière dont les résidents peuvent commencer à reconstruire leur vie. Jusqu'à présent, environ 2.200 familles sont revenues habiter à Alep.

Cependant, beaucoup d'enfants à Alep ont passé quatre à cinq ans sans éducation et ont grandement besoin de soutien psychosocial – des services essentiels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a commencé à offrir dans au moins une zone de la ville.

« Donnez une chance à la paix, pour une fois. Ne les laissez pas voir leurs espoirs brisés de nouveau », a souligné M. Malik. « S'il y a des problèmes non résolus, qu'ils soient traités différemment afin que la paix puisse continuer ici », a-t-il ajouté.

Pour le coordonnateur résident, ces quatre ou cinq derniers jours sans violence ont déjà fait une énorme différence, comme en témoigne l'optimisme des travailleurs humanitaires qui sont dans la ville depuis des mois ainsi que les enfants qui ont recommencé à jouer dans les rues.

En réponse à des questions sur la situation sécuritaire dans la ville, M. Malik a confirmé la présence de soldats syriens et qu'en dépit des points de contrôle permanents, les agences de l'ONU ont accès à tous quartiers d'Alep, à l'exception d'un seul qui n'est pas encore ouvert aux civils. Au départ, les travailleurs humanitaires étaient accompagnés de membres du personnel du bureau du gouverneur, mais ils sont désormais libres d'accomplir leur travail librement.

M. Malik a signalé que les agences onusiennes sont toujours préoccupées par la fragilité des infrastructures et par le fait des familles n'ont pas encore été réunies. Cependant, elles n'ont ni vu ni reçu d'information faisant état de mesures de répression à l'égard des populations qui sont revenues.

Le coordonnateur résident a souligné que les agences auront besoin de beaucoup plus de renforts et de ressources pour permettre une reconstruction à long terme, mais aussi répondre aux besoins à court et à moyen terme. « Il faut donner une chance à la paix », a-t-il dit.

Libye: le chef de la mission de l'ONU met en garde contre le risque d'un nouveau conflit



Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, Martin Kobler. Photo ONU/Manuel Elías

4 janvier - Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Martin Kobler, a exprimé mercredi sa préoccupation concernant les risques d'escalades et d'un nouveau conflit suite aux derniers développements dans le centre du pays.

« J'exhorte toutes les parties à agir avec modération et à résoudre les problèmes par le dialogue pacifique », a déclaré dans un communiqué M. Kobler qui s'était déjà dit alarmé mardi par les tensions dans le sud du pays. « J'exhorte toutes les parties à agir avec retenue », at-il ajouté.

Le Représentant spécial a demandé à toutes les parties de travailler à la réconciliation locale et nationale et de s'abstenir de tout acte ou rhétorique susceptible d'embraser la situation.

Le chef de la MANUL a souligné la nécessité de redoubler d'efforts pour trouver des solutions aux problèmes politiques qui permettront la mise en œuvre intégrale de l'Accord politique libyen et a exprimé son ferme soutien à la lutte contre le terrorisme en Libye.

Signé en décembre 2015, l'Accord politique comporte quatre grands principes: garantir les droits démocratiques du peuple libyen, la nécessité d'un gouvernement consensuel basé sur le principe de la séparation des pouvoirs et contrôle et d'équilibre entre eux, la nécessité de renforcer les institutions étatiques comme le gouvernement de l'Accord national afin qu'ils puissent relever les importants défis du pays et le respect de la justice libyenne et de son indépendance.

Mi-décembre, le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Ban Ki-moon, avait rappelé que « la route vers la paix est longue », soulignant que la lenteur de la mise en œuvre de l'Accord n'a pas apporté la stabilité et la sécurité « dont le peuple libyen a besoin et qu'il mérite ». Il avait alors appelé les parties qui n'étaient pas encore engagés dans l'Accord politique libyen à s'y joindre.